République Française	CONSEIL MUNICIPAL	Délibération n°2025.43 Du 16 juin 2025
Département des Yvelines	L'an deux mille vingt-cinq, le 16 juin, à 20 heures, les membres du Conseil municipal, régulièrement convoqués par voie numérique le 10 juin, se sont réunis, salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Olivier Delaporte, Maire.	
Ville de La Celle Saint-Cloud La Celle Saint-Cloud	Objet : Attribution du marché d'entretien des locaux, nettoyage de la vitrerie et prestations particulières des bâtiments de la Ville (2025 AOO 02)	
Secrétaire de séance : Philippe LERIN	LE CONSEIL MUNICIPAL,	
En exercice : 33 Présents : 27 Pouvoirs : 5	Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121.29,	
Votants : 32 Pour : 32 Contre : 0	Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles R. 2161-2 e suivants,	
Abstentions : 0 Présents Le Maire Olivier DELAPORTE	Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement – Bâtiments – Transports du 27 mai 2025,	
Les Maires-adjoints Sylvie d'ESTEVE Pierre SOUDRY Sophie TRINIAC	 Vu le rapport de la Commission d'Appel d'Offres du 22 mai 2025, décidan d'attribuer le lot 1 à la société EDS et le lot 2 à la société PULITA car ayan présenté les offres économiquement les plus avantageuses après analyse e conformément aux critères indiqués dans le règlement de consultation, Considérant que le marché de nettoyage et vitrerie des bâtiments communaux est arrivé à échéance le 31 mars 2025 et qu'il a été prolongé par avenan jusqu'au 30 juin 2025 inclus, 	
Benoît VIGNES Valérie LABORDE Michel AUBOUIN Anne-Sophie MARADEIX Richard LEJEUNE		
Dominique PAGES Mohamed KASMI	Considérant qu'afin d'assurer les prestations de nettoyage et vitrerie des bâtiments communaux, un marché a été lancé selon la procédure formalisée européenne de l'appel d'offres ouvert,	
Les Conseillers Olivier MOUSTACAS Birgit DOMINICI	Considérant que ce marché est alloti en deux lots,	
Georges LEFEBURE Bruno-Olivier BAYLE Laurent BOUMENDIL Vincent POUYET Pierre QUIGNON-FLEURET	Considérant que les offres de la société ED PULITA pour le lot 2 ont été reçues dans les dé et aux besoins,	S pour le lot 1 et de la société élais et répondent aux exigences
Laurent DUFOUR Juliette DECAUDIN Jean-François BARATON Olivier BLANCHARD	APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ	
Philippe LERIN Jean-François THOMAS	A l'unanimité des membres présents et représentés,	
Andrée BLOCH Blaise VIGNON Jean-Luc PRIEUR	Autorise monsieur le Maire ou son représentant à signer le marché 2025 AOO 02 ainsi que tout acte ou document afférent.	
Absents excusés : Françoise ALBOUY Nathalie PEYRON	Dit que le marché sera conclu pour une durée d'un (1) an, renouvelable tacitement trois (3) fois, pour une même durée.	
Carmen OJEDA-COLLET Stéphane MICHEL Marie-Pierre DELAIGUE	Dit que les crédits sont prévus au budget de l'exercice concerné.	
Absents ayant donné pouvoir : Françoise ALBOUY pouvoir à Sy		courá do rácontian os syáfactura
d'ESTEVE		ccusé de réception en préfecture 78-217801265-20250620-2025-43-DE ate de réception préfecture : 20/06/2025

Nathalie PEYRON pouvoir à Valérie LABORDE Carmen OJEDA-COLLET pouvoir à Jean-François BARATON Stéphane MICHEL pouvoir à Jean-François THOMAS Marie-Pierre DELAIGUE pouvoir à Olivier BLANCHARD

Absents : Geneviève SALSAT



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Sauf mention contraire exigée par la loi, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter :

de sa date de publication (pour les délibérations à caractère non individuel)

ou de sa date de notification (pour les délibérations à caractère individuel)
ou de sa date de notification à l'intéressé (pour les délibérations à caractère individuel)
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours
suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse
expresse de l'autorité territoriale, ou en cas de silence de celle-ci, deux mois après l'introduction
du recours gracieux.